

## Désarmement - Transarmement et Défense Non Militaire

JON GREPSTAD

### DYNAMIQUE DES ARMEMENTS ET DESARMEMENT

1. Il n'y a pas de voie unique conduisant à un monde désarmé. Le militarisme et les armements doivent être attaqués selon plusieurs angles.

2. Les stratégies de désarmement presupposent une certaine compréhension des forces et des processus qui soutiennent le militarisme et le développement des armements. Dans une certaine mesure, ces forces peuvent varier d'un pays à l'autre. L'actuelle militarisation des pays du Tiers-Monde est un processus différent de celui de la militarisation des superpuissances et des autres grandes puissances.

En Europe il peut exister des différences non négligeables entre par exemple la Norvège, la République Fédérale d'Allemagne, la Suède et la Pologne. Cependant, simplifier quelque peu ces réalités et se centrer sur les superpuissances et leurs alliés, permet de mettre en évidence certains schémas importants.

3. La militarisation des alliés des USA et de l'URSS est dans une large mesure un reflet de la course aux armements entre les deux superpuissances. Précédemment, le développement des armements était expliqué en termes de *processus d'action et de réaction*. Sur l'arrière-plan de la formation des conflits internationaux, et d'une atmosphère de suspicion, de méfiance et de secret, toute nouvelle étape franchie d'un côté expliquait la production d'une réaction, voire d'une sur-réaction de l'autre côté. La course aux armements était expliquée en termes de *forces externes*. Aujourd'hui cette théorie largement répandue semble n'apporter qu'une partie de l'élucidation du phénomène. Une plus grande attention a été attirée sur le complexe militaro-industriale-scientifico-bureaucratique, et tout particulièrement peut-être sur la recherche et le développement (R/D) militaires dans une course aux armements dont la croissance est aujourd'hui plus qualitative que quantitative. Le rôle des forces internes a été assez largement traité dans la littérature spécialisée de la recherche sur la paix et a été récemment souligné dans le rapport de l'ONU (1977) sur les « *Conséquences économiques et sociales de la course aux armements* » qui dit :

« Dans des conditions d'innovation militaire rapide (...) le facteur décisif dans les plans d'équipement militaire des pays situés à l'avant plan de la course technologique aux armements n'est pas tellement la puissance militaire présente de leurs opposants, mais plutôt ces progrès

technologiques que les opposants pourraient être capables d'effectuer au cours de la prochaine décennie (10 ans constituant la période type de gestation d'un progrès technologique majeur). Inévitablement, comme les appréhensions des planificateurs militaires se déplacent des niveaux de puissance vers les efforts de R/D de leurs adversaires, c'est de manière croissante sur les efforts de R/D de leur propre pays, qui sont connus, qu'ils devront baser leurs plans.

Dans une course aux armements où l'accent est placé sur les progrès technologiques, le processus de développement de l'arme et de l'anti-arme tend alors à devenir dans une certaine mesure un processus *intra-national* ; dans certains cas, ce processus peut n'être que marginalement lié aux stades de développement effectivement atteints par les autres pays. Chaque pays recherche activement les moyens de contrer ses propres armes les plus avancées et de neutraliser ses moyens de défense les plus récents, conférant ainsi au développement de la technologie militaire une puissance et un rythme de vieillissement plus grands que dans toutes autres applications civiles » (1).

La dynamique des armements est ainsi aujourd'hui enracinée beaucoup plus dans des forces internes que dans des forces externes. Les forces prépondérantes sous la course aux armements sont dans une large mesure d'une nature autiste auto-entretenue (+). Cette logique intérieure de la course aux armements (« die Eigendynamik ») explique aussi pourquoi la course continue sans ralentissement malgré la détente. Daucune manière il ne faudrait penser qu'automatiquement le niveau des armements correspondrait à l'intensité d'un conflit potentiel ou latent. Les capacités militaires n'ont pas une valeur identique à la menace militaire réelle ou supputée (2).

(1) Doc. ONU A/32/88 du 12-08-1977. « Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et ses effets extrêmement néfastes sur la Paix et la Sécurité mondiales », p. 21. Des extraits du Rapport ONU sont reproduits dans le « Bulletin of Peace Proposals », no 4-1977 (édité par l'International Peace Research Institut, Oslo, publié par Universitetsforlaget, P.O. Box 7508, Skillebekk, Oslo 2, ou P.O. Box 142, Boston, Mass. 02113, USA).

(\*) L'autisme est un état pathologique, rencontré notamment chez les enfants, qui se traduit par une coupure complète des communications avec l'extérieur. L'enfant autiste, pour des raisons psychologiques, bloque toute communication avec son entourage. La nature autiste de la course aux armements indique que celle-ci ne se développe plus par référence au potentiel de l'adversaire, mais se développe de manière parfaitement autarcique, trouvant en sa propre réalité les raisons de se poursuivre (N.d.t.).

2. Sur la course aux armements et sa dynamique, voir par exemple : « Entre la Paix et la Guerre : la recherche du désarmement », déclaration d'un groupe d'étude sur le Désarmement de l'International Peace Research Association, dans *War Resistance*, vol. 3, no 10, hiver 1977, ou *Bulletin of Peace Proposals*, no 4-1977. Voir aussi Marek Theek, « Militarism and Militarization in contemporary International Relations », dans le *Bulletin of Peace Proposals* no 4-1977. Pour une discussion approfondie de la nature autiste du développement des armements (die Eigendynamik) voir p. ex Dieter Senghaas, *Abschreckung und Frieden. Studien zur Kritik organisierter Friedlosigkeit*, Frankfurt/Main Fischer TB 6157 1972, et du même auteur « *Rustung und Militarismus* », Frankfurt/Main, Edition Suhrkamp 498, 1972. Voir aussi Dieter Senghaas, « Armaments dynamics and Disarmament », n. W. von Bredow (ed.), *Economic and Social aspects of Disarmament*, Oslo : BPP Publications, 1975, pp. 105-134. Voir aussi note 1.

## STRATEGIES DE DESARMEMENT - DEUX APPROCHES

4. Dans une certaine mesure, ces deux théories de la dynamique des armements qui peuvent se compléter mutuellement, ont en contrepartie deux approches différentes du désarmement. L'explication inter-systèmes qui voit le développement des armements comme étant basé sur un processus d'action et de réaction, correspond (plus ou moins) à une série de stratégies de désarmement *intersystèmes*, caractérisées par des négociations et des accords au niveau diplomatique. L'explication intra-système, qui met en évidence la nature autiste auto-entretenue (+) de la course aux armements conduit à une gamme de stratégies *intra-système*, caractérisée par le désarmement intérieur et des mesures de démilitarisation souvent menées par (ou impliquant) de larges couches de population et des mouvements de base, et souvent aussi dirigées contre les élites ou les classes dirigeantes (3).

5. Les stratégies inter-systèmes sont typiquement illustrées par des négociations telles que les MBFR (Reductions de Force Mutualées Equilibrées), les SALT (Conversations sur la Limitation des Armements Stratégiques), diverses mesures de contrôle ou de vérification accompagnant les accords de contrôle des armements, les conférences d'Organisations Non-Gouvernementales, le « zoning » (c'est-à-dire, l'établissement de zones géographiques dotées d'un statut spécial relatif aux forces militaires et aux armements, par exemple un plafond-limite quant au personnel militaire ou aux ogives, ou encore le non-stationnement de bases militaires ou d'armes nucléaires).

Certains de ces efforts sont importants (par exemple les efforts pour arriver à une interdiction complète des Essais Nucléaires, C.B.T.). Beaucoup d'entre eux ont détourné l'attention des réels problèmes (par exemple à cause des longs délais nécessaires au développement de nouveaux systèmes d'armes, la nouvelle technologie introduite devance de loin le rythme des négociations sur le contrôle des armements ; et jusqu'à présent la limitation de la recherche et du développement militaires, qui est d'une importance cruciale pour la cessation de la course aux armements, n'a pas été le sujet de sérieuses négociations internationales). La plupart des accords de contrôle des armements n'ont eu aucune signification réelle. Quelques accords ou négociations ont même eu un effet de relance de la course aux armements et se sont révélés constituer des obstacles au désarmement. (SALT I, qui définit un plafond de missiles intercontinentaux, devient un stimulant, à l'émulation et à l'innovation technologiques. Les conversations MBFR ont sans doute empêché des réductions unilatérales de forces.)

Bien que beaucoup des stratégies inter-systèmes jusqu'à présent aient contribué à perpétuer les armements (et l'approche globale peut aisément fonctionner en tant qu'*« idéologie »*, c'est-à-dire prolonger

(3) Je me suis inspiré ici d'une Conférence de Johan Galtung, l'Université d'Oslo, automne 1972.

le statu quo par une conception erronée ou une distorsion de la réalité). certaines mesures peuvent être importantes pour des résistants à la guerre radicaux et des antimilitaristes. La lutte contre la R/D militaire, les pressions pour une interdiction complète des essais, des restrictions sur le commerce des armes, en seraient quelques exemples. De plus, les Conférences des ONGs, les rapports de l'ONU, etc., peuvent être utilisés pour promouvoir et accréditer les idées de désarmement.

Les stratégies alternatives de désarmement peuvent aussi être accréditées par l'échec même de beaucoup des mesures inter-systèmes existantes à atteindre des résultats significatifs (4).

## STRATEGIES DE DESARMEMENT INTRA-SYSTEME

6. Les stratégies intra-systèmes ont toujours été perçues par les résistants à la guerre radicaux et les antimilitaristes comme l'approche la plus crédible, sinon la seule. Nous donnons ici une brève description de quelques prototypes d'actions possibles ; non un inventaire ou un scénario détaillé.

a) Le système guerrier moderne repose lourdement sur la technologie avancée, mise en avant par une course aux armements croissante surtout sur le plan qualitatif. Les stratégies intra-système luttant contre « *l'équipement* » du système guerrier — la technologie — peuvent être dirigées vers les chercheurs et les travailleurs qui développent et produisent cette technologie.

Les chercheurs peuvent être canalisés lors de la R/D militaire par le biais, par exemple, de « serments d'Hippocrate », et de séminaires (et non de simples conférences) obligatoires sur l'éthique, sur la science et la responsabilité sociale des scientifiques constituant une partie intégrante et centrale de leur formation universitaire ; par des réductions budgétaires sur la recherche militaire, par certains priviléges attribués à la recherche civile, et par diverses formes « d'ostracisme » et de « stigmatisation » — par exemple, l'exclusion des associations et conférences de recherche, les boycotts d'étudiants dans les universités, des dispositions telles que les prix (par exemple le Prix Nobel) et les bourses ne puissent être attribuées qu'à des chercheurs qui n'ont jamais (ou au moins pas dans les 15 ou 20 dernières années) participé à des projets militaires de R/D. La reconversion des potentiels existants de R/D vers des utilisations constructives à des tâches de développement national ou international sera d'une importance cruciale.

(4) Pour une discussion des fonctions des SALT, voir Sverre Bodgaard, « The functions of SALT », *Journal of Peace Research* no 1/1977 (édité par l'International Peace Research Institut, Oslo, voir note 1). Pour un bref résumé des effets des MBFR, voir Jane M.O. Sharp, « MBFR and Arms control », in *Arms Control Today*, the arms control Association, vol. 6, no 4/1976. Un ouvrage connu et de qualité sur la course aux armements et les accords de contrôle des armements (qui aborde aussi les fonctions des négociations SALT) est celui de Jean-Pierre Brûlé, *L'arsenal mondial*, Editions du Centurion, Paris 1975.

Parmi les travailleurs de l'industrie militaire (comme parmi les chercheurs) la conscientisation est nécessaire. L'influence au sein des organisations syndicales sera particulièrement importante. La production militaire peut donc être combattue par des grèves et boycotts de firmes militaires ou de travaux dans des usines à prédominance civile liées au développement ou à la production de technologie de guerre. Un défi important est la création d'emplois alternatifs et de reconversion pacifique de l'industrie.

b) Les stratégies luttant contre « *l'intelligence* » du système guerrier — le personnel — peuvent par exemple discréditer systématiquement la profession d'*officier militaire*. Dans la machine de guerre moderne, les officiers militaires, les bureaucrates et les chercheurs peuvent être considérés plus ou moins comme les lépreux dans les sociétés antérieures.

La promotion de l'objection de conscience parmi les appelés — sur des bases antimilitaristes, pacifistes, ou non — peut être une stratégie antimilitariste efficace. La signification de l'objection de conscience individuelle ne réside cependant pas dans la diminution de main-d'œuvre pour la machine de guerre. La perte de main-d'œuvre représentée par un groupe nombreux d'objecteurs de conscience peut aisément être déjouée par l'institution militaire en employant plus de personnel professionnel (bien que cela puisse s'avérer plus onéreux), ou par la rationalisation et l'automation (c'est-à-dire un recours plus grand à la technologie). La signification politique de l'objection de conscience réside dans son effet sur l'opinion publique, et dans l'éducation des objecteurs de conscience eux-mêmes. Un groupe nombreux d'objecteurs de conscience dans un pays (comme par exemple en Norvège, Suède ou en République Fédérale d'Allemagne) constitue une opposition significative et visible au système militaire (plus encore que l'opposition des soldats travaillant de l'intérieur). Par leur existence même et par leurs exigences d'un service alternatif de promotion de la paix, le groupe des objecteurs de conscience attire l'attention sur des politiques alternatives de paix et de défense, et peut-être interprété comme la matérialisation d'idées émergeant de la dissuasion et du système militaire actuels. Simultanément le service alternatif devrait être une période au cours de laquelle les objecteurs de conscience entreprennent un processus de formation (« *Bildungsprozess* ») se développant par des contacts avec d'autres objecteurs de conscience, un engagement plus fort et une meilleure compréhension de l'antimilitarisme, de la nonviolence et de la politique de la paix.

On peut encourager les conscrits ne partageant pas les convictions des objecteurs de conscience à diffuser des perspectives antimilitaristes et à mettre en route des groupes d'étude et de discussion au sein de l'armée. Jusqu'à un certain point, cette stratégie est complémentaire à l'objection de conscience.

c) Il faudrait centrer l'attention sur les *budgets militaires*. Ce serait une stratégie de désarmement efficace de demander une réduction des budgets militaires de 5 à 10 % par an et le transfert des crédits à des

objectifs de développement humain tels que dispensaires, assistance aux groupes défavorisés, projets spécifiques de recherche médicale, éducation et projets attentivement sélectionnés de développement dans des pays du tiers-monde. Les Nations Unies ont déclaré les années 70 décennie du désarmement et décennie du développement. Tisser des liens plus étroits entre les efforts de désarmement et ceux de développement devrait constituer un élément essentiel d'un programme global de désarmement.

Dans des pays disposant d'un potentiel de R/D élevé, et la plupart des pays industrialisés disposent d'un certain potentiel de R/D, on devrait accorder une attention particulière à ces articles budgétaires (qui peuvent très bien se trouver ailleurs que dans le budget de défense). (On devrait aussi être conscient que des institutions européennes de Recherche sont utilisées par les USA à des fins de R/D militaires, les joignant ainsi à eux-mêmes au front avancé de la course aux armements).

Tout budget militaire devrait être accompagné d'un budget civil de « conversion pacifique », montrant comment les fonds alloués à l'institution militaire pourraient être utilisés à des fins civiles. Nous devrions exiger que cette pratique soit institutionnalisée. Cependant, comme les autorités seront opposées à entreprendre ce travail, les institutions de recherche sur la paix, et les militants pacifistes devraient être prêts à élaborer ces budgets alternatifs.

Parallèlement, on pourrait demander que toute entreprise de production militaire (ou toute entreprise civile entreprenant surtout des projets militaires) soit contrainte à élaborer des plans de transition vers une production exclusivement civile.

d) *Moins de secrets et plus de débats publics* au sujet de l'armée, des politiques de défense et des stratégies de désarmement devraient être encouragés. Dans beaucoup de pays (et probablement plus encore dans les pays d'Europe Occidentale et en URSS qu'aux USA) il y a un degré injustifié de secret et d'information réservée. La conséquence est que le débat public est empêché et l'opinion publique rendue passive. Le débat public sur des questions importantes et controversées est un préalable indispensable à toute démocratie. Dans de nombreux cas l'information (par exemple sur les institutions ou les installations militaires) est maintenue secrète ou réservée, non pas à cause des puissances étrangères (qui possèdent déjà cette information par leurs systèmes de renseignements et leurs « services »), mais à cause de la population intérieure et de l'opinion publique (qui veut une cible pour missiles dans le voisinage ?)

Etant donné la stratégie d'opposition des superpuissances, pour laquelle les objectifs stratégiques sont les institutions et établissements militaires de l'adversaire (par exemple les silos de missiles et les systèmes de navigation et de communications, les derniers dépendant des

installations/stations dans beaucoup de parties du monde), ce devrait être un droit humain que de savoir si l'on vit dans une « zone à risque élevé » ou non. Dans un pays comme la Norvège, par exemple, des cartes de zones à risque élevé constituent une information réservée. Nous devrions exiger que cela ne soit pas (une connaissance générale des stratégies militaires; une certaine connaissance de la technologie militaire et de la « géographie militaire » intérieure permettrait à chacun de tracer des cartes au moins partielles de ces zones).

Dans certaines circonstances, la publication dans sa propre société de secrets militaires ou d'informations réservées révélant la nature du système guerrier peut être légitime. Dan Ellsberg a montré l'exemple pour d'autres responsables dans les ministères de défense et institutions similaires.

Toutes les stratégies mentionnées ci-dessus auront comme impact important le développement de débats publics. L'action directe non-violente contre les institutions militaires et l'industrie d'armements peut être une technique particulièrement efficace pour centrer l'attention sur des thèmes importants.

e) La stratégie d'ensemble doit être *une stratégie de transition des systèmes militaires actuels à des systèmes futurs constructifs de paix.*

Ceci implique un changement assez fondamental des structures politiques, économiques, sociales et psychologiques — une révolution nonviolente. Les complexes militaro-industriels-scientifique-bureaucratiques devraient être éliminés, de même que les idéologies et attitudes qui sous-tendent les armements et le militarisme. Des nations « pacifiques » seraient probablement des nations fondées sur des petites communautés, égalitaires et « autonomes ». Les relations avec les autres nations (quel que soit le nom qui sera donné à ces unités politiques plus grandes) seraient caractérisées par des modèles d'interaction équitable, non exploitantes et coopératives (5).

f) Le processus actuel de développement des armements détériore la sécurité internationale. Le désarmement est une politique solide de sécurité. Mais d'autre part, les nations désarmées auront besoin de défenses. Même un monde désarmé — situé quelque part dans un avenir assez éloigné — connaîtra des conflits rompant le consensus entre groupes et nations. Un monde sans conflit n'est ni possible, ni d'ailleurs désirable.

(5) Voir par exemple George Lakey, « Manifeste pour une révolution nonviolente » (projet de déclaration de l'Internationale des Résistants à la Guerre ; George Lakey, *Strategy for a living revolution*, San Francisco : Freeman, 1973, et Michael Randle, « Towards Liberation », War Resistance, vol. 3, no 9, 1st quarter 1975.

Les stratégies de désarmement doivent donc inclure des politiques alternatives de défense, capables à la fois de défendre les valeurs de base et de libérer les nations du militarisme international et de la course globale aux armements. Certains antimilitaristes socialistes suggéreront une défense de guérilla, transposant de façon trop peu critique les expériences de guérilla des forces de libération dans les pays du Tiers-Monde, à la situation des pays industrialisés (6).

Les résistants radicaux à la guerre et les antimilitaristes devraient mettre particulièrement en valeur la *Défense Non-Militaire* (DNM). Un schéma de la DNM, ou de la défense civile nonviolente est donné dans la section suivante de ce texte.

Aucun pays ne va probablement abandonner la défense militaire sans confiance dans une politique de défense de substitution. Les stratégies de désarmement mentionnées ci-dessus devraient donc être appréciées plus correctement comme constituant une partie d'une stratégie plus globale de *transarmement*, c'est-à-dire d'une transformation graduelle des armements et de la défense militaire en une défense non-militaire, basée sur la population civile (7).

## DEFENSE NON MILITAIRE

7. Dans des cercles divers aujourd'hui, l'on observe une *reconnaissance croissante* du rôle que peut jouer la résistance civile dans des situations de conflit. Souvent dans l'histoire, les agresseurs ont été confrontés à la résistance non-militaire — parfois parallèlement au combat militaire, parfois en lieu et place de la lutte armée. Même si cette résistance civile improvisée et non préparée dans un certain nombre de situations a obtenu des résultats considérables (et a été parfois plus efficace que le combat militaire), il est évident qu'elle aurait été plus efficace si elle avait été préparée systématiquement en temps de paix. L'expérience historique que la résistance civile naîtra et se développera sous une occupation devrait déjà constituer en soi une raison suffisante pour que les autorités comme les groupes de base,

(6) Pour une critique de ce courant, voir Theodor Ebert, *Gewaltfreier Aufstand - Alternative zum Bürgerkrieg*, Frankfurt/Main. Fischer Bucherei 1123, 1970, pp. 12-32.

Pertinent également : Nigel Young, « On War, National Liberation and The State », une brochure de Peace News, 1970. Voir aussi Martin Oppenheimer, *Urban Guerrilla*, Penguin Books 1970.

(7) On peut trouver les bases de la DNM (défense civile) et du transarmement dans Adam Roberts (ed.), *Civilian Resistance as a National Defence*, Penguin Books 1969, et dans Gene Sharp, *Exploring Nonviolent Alternatives*, Porter Sargent éditeur, Boston 1970. En allemand sont disponibles, notamment : Theodor Ebert (ed.), *Werkpolitik ohne Waffen - vom Passiven Widerstand zur Sozialen Verteidigung*, Opladen ; Argus Verlag 1972, et Theodor et al, *Demokratische Sicherheitspolitik - Von der territorialen zur sozialen Verteidigung*, München : Carl Hanser Verlag 1974.

ici et maintenant, entament des processus de préparation pour la défense non-militaire, de sorte que cette forme de résistance en cas d'agression (ou *coup d'Etat*) puisse atteindre une force maximum.

Dans certains pays, les autorités ont déjà marqué leur intérêt pour la défense civile et ont pris l'initiative ou appuyé et subsidié des études sur la défense non-militaire et le rôle potentiel de la résistance civile dans une politique de défense. Les idées de résistance civile semblent s'être particulièrement enracinées dans les petits pays. Nous avons connu, par exemple, des débats non dénués d'intérêts dans les pays scandinaves, en Hollande, Belgique, Suisse, Autriche et République Fédérale d'Allemagne. Des recherches ont été entamées par les autorités danoises, suédoises et hollandaises (8).

8. La théorie de la DNM est fondée particulièrement sur une expérience historique, assez vaste partiellement sur des conceptions générales des sciences sociales. L'expérience historique pertinente comprend des cas de résistance non armée contre des *occupations* (par exemple contre l'occupation franco-belge de la Ruhr en 1923 ; la résistance en Norvège, Danemark, Hollande, etc, durant la 2<sup>e</sup> guerre mondiale ; la Tchécoslovaquie en 1968, les « femmes au chignon » au Vietnam au cours de la dernière partie de la guerre d'Indochine) ; des cas de résistance contre des *coups d'Etat* (par exemple contre la

(8) Voir Anders Boserup et Andrew Mack, « *War without weapons - Nonviolence in National Defence* », Schocken Books Inc., NY, 1975. Cette étude fut produite pour le groupe de travail Danois sur les problèmes de désarmement, dans le cadre du Ministère des Affaires Etrangères.

Le Ministère Suédois de la Défense demanda, il y a quelques années à Adam Roberts (London School of Economics) une recherche sur les possibilités offertes par la résistance civile dans les plans de défense suédois. Deux rapports, qui ont été utilisés comme documents de travail pour le Rapport suédois sur la Défense en 1976, ont été publiés : Adam Roberts, *Totalförsvar och civilmotstånd*, Stockholm : Försvarårets Forskningsanstalt 1972 (Version anglaise : *Total Defence and Civilian Resistance. Problems of Sweden's Security Policy*, Stockholm : The Research Institute of Swedish National Defence, 1972), et Adam Roberts, *Civilmotståndets teknik*, Stockholm 1976. Les résultats principaux de Roberts sont repris de manière assez formelle dans le Rapport de la Défense de 1976 : SOU 1976/5, *Säkerhetspolitik och totalförsvar*, Stockholm 1976, mais le Rapport indique que la résistance civile peut être une importante contribution aux plans de défense totale (pp. 57-59 et 208-209). Des études complémentaires sont recommandées par le Rapport. En mars 1977, les autorités hollandaises (le Ministère de la Science et de l'Education) lancèrent une étude de large envergure sur la défense civile et la résolution nonviolente des conflits. Quatre chercheurs parmi les plus compétents en ce domaine sont conseillers internationaux pour ce projet : Theodor Ebert (Université Libre de Berlin), Johan Galtung (Projet de l'Université des Nations Unies, Genève), Adam Roberts (London School of Economics) et Gene Sharp (Université de Harvard). Voir Ministère des Sciences et de l'Education (Nieuwe Uitleg 1, Gravenhage), « *Promotion of Research into Nonviolent Conflict Resolution* », mars 1977.

La résistance civile a été aussi discutée dans un Rapport Finlandais de la Défense : *Parlamentariska Försvarskommittens Betänkande*, Helsinki 1971 (Rapport de la Commission Parlementaire de la Défense).

La Commission norvégienne de la Défense de 1974, a publié son rapport en mars 1978 ; il contient aussi une discussion très formelle sur la résistance civile. Plus intéressantes (mais aussi plus superficielles à l'égard de la DNM) sont les déclarations de désaccord faites par les membres de la Commission, représentant le Parti Socialiste de Gauche et l'organisation de Jeunesse Sociale Démocrate. Voir NOU 1978/9, *Forsvarskommisjonen* av 1974, pp. 62-64, pp. 253-298.

tentative de coup de Kornilow en Russie en 1917 ; le Putsch de Kapp en 1920 ; la révolte des généraux en Algérie en 1961), et des cas de résistance contre des *dictatures et des régimes coloniaux* (par exemple le mouvement de Satyagraha de Gandhi en Inde ; la résistance contre le Président Ibanez au Chili en 1931 ; contre le Président Martinez en El Salvador en 1944 ; contre le Président Ubico au Guatemala en 1944 ; la lutte bouddhiste contre le Président Diem au Sud Vietnam en 1963) (9).

La résistance civile est profondément enracinée dans l'histoire, même si les historiens comme les gens ordinaires ont eu de meilleurs yeux pour les formes violentes de lutte que pour les formes nonviolentes et la résistance civile. A cet égard, il y a dans une certaine mesure, nécessité d'une redéfinition de l'histoire. En même temps que se développe une meilleure compréhension du rôle joué dans l'histoire par les moyens non-militaires de lutte, nous en viendrons aussi à regarder l'histoire sous un autre éclairage. Comme notre vue de l'histoire change, l'avenir — nos possibilités d'avenir — se dessinera suivant d'autres contours (10).

9. La DNM est fondée sur une conception du pouvoir différente et plus fondamentale et plus affinée que la conception militaire traditionnelle. L'action militaire est largement basée sur l'idée que la voie la plus efficace pour défaire l'ennemi est de lui infliger de lourdes destructions dans son armée, son équipement militaire, son système de transport, ses usines et peut-être ses villes. La défense civile nonviolente est basée sur une approche différente : le refus à l'adversaire de l'appui et de la coopération qui lui sont nécessaires s'il doit exercer le contrôle sur la population ou le système social (11).

Le pouvoir d'un dirigeant dépend en dernière instance de l'obéissance, du concours et de la coopération des gens qu'il veut diriger. Le maître dépend de l'esclave pour sa position de maître (12).

(9) L'ouvrage de référence classique sur l'action nonviolente et la lutte non-armée — et une contribution théorique de poids dans ce domaine — est : Gene Sharp, *The politics of Nonviolent Action*, Boston, Porter Sargent, éditeurs, 1973. La plupart des cas historiques rappelés dans cette partie sont discutés dans Roberts et Ebert (note 7), Boserup and Mack (note 8). Voir aussi Adam Roberts « Civil Resistance to Military Coups », *Journal of Peace Research*, no 12, 1975.

On trouvera les bibliographies les plus complètes, comprenant les études de cas historiques dans : April Carter et al, *Nonviolent Action - A selected bibliography*, London : Housmans 1970, et Rolf Niemann, « Bibliographie zur Sozialen Verteidigung », dans Ebert et al, *Demokratische Sicherheitspolitik* (note 7).

(10) La dernière affirmation ne veut pas impliquer un « empirisme historique » — que le futur est plus ou moins une réplique du passé. L'avenir, au contraire est toujours potentiellement une transcendance du passé — transcendance des structures et possibilités passées et présentes.

(11) Voir Gene Sharp, *The Politics of Nonviolent Action* (note 9), et Gene Sharp, « The Technique of Nonviolent Action », dans Roberts, *Civilian Resistance as a National Defence*, et dans Gene Sharp, *Exploring Nonviolent Alternatives* (note 7).

(12) Cf la discussion d'Hegel sur cette relation. Cette discussion a été développée ultérieurement par Marx et Sartre. On la trouve aussi, bien sûr, chez Gandhi.

10. Dans les *stratégies visant l'adversaire*, la DNM tente d'exploiter sa dépendance par la non-coopération avec l'agresseur cherchant à s'assurer le contrôle du système social. Les tactiques de non-coopération peuvent prendre différentes formes et inclure par exemple les grèves, les boycotts économiques, sociaux ou politiques, les grèves du zèle ou de la lenteur, les « méthodes Swejk » (\*) et l'obstruction civile.

Un autre groupe de tactiques peut être classé comme actions d'intervention, par exemple le sabotage de sa propre propriété (moyens d'envahisseur), cette forme développée de la tactique de la terre brûlée. Une communication réelle avec les soldats occupants considérés dans leurs personnes, combinée avec la non-coopération dans leurs rôles militaires, peut constituer une partie des stratégies dirigées contre l'adversaire. Dans d'autres situations, le boycott social total peut être plus efficace comme moyen de démorralisation des forces armées.

11. Les *stratégies visant à l'auto-protection* comprennent le maintien d'une communication effective au sein de la population de la société occupée. L'incertitude quant à la situation réelle et les orientations ou directives de la résistance mène à la confusion, au chaos, à l'apathie et rend la population vulnérable à la guerre psychologique. Des plans d'urgence pour les institutions centrales et locales et des plans de ravitaillement, etc... constituent des mesures importantes pour la protection de sa propre communauté.

12. Les *stratégies visant des tierces parties* sont par exemple le contact avec des parties étrangères au conflit et avec des groupes sympathisants au sein du pays envahisseur, qui peuvent promouvoir et développer des pressions internes et externes sur les dirigeants du pays occupant (dans beaucoup de guerres coloniales, quelques-unes des « batailles » décisives ont été menées par des sympathisants au sein des pays coloniaux ; cf aussi la signification du mouvement anti-guerre aux USA durant la guerre d'Indochine).

13. La résistance civile rencontrera des *contre-stratégies*. Celles-ci, qui dans une certaine mesure, sont le sujet de recherches militaires ouvertes ou secrètes, dès maintenant peuvent être l'usage de collaborateurs à des postes stratégiques, la guerre psychologique, le blocage des biens et services vitaux, la terreur et la répression militaire brutale. L'expérience (par exemple de la Norvège et d'autres pays pendant la 2<sup>e</sup> guerre mondiale) indique que la difficulté est beaucoup plus considérable d'entreprendre une répression militaire sévère si la résistance

(\*) Variantes de grèves du zèle appliquées avec beaucoup de finesse par le soldat Schwejk (dans le roman publié en Tchécoslovaquie après 14-18) où l'application stricte des règlements se retourne finalement, dans la légalité, sur les supérieurs. Le soldat Schwejk est devenu un héros populaire en Tchécoslovaquie et son souvenir n'était pas absent de la résistance Tchèque en 1968 et depuis 1968 encore jusqu'au mouvement de la Charta 77 (N.d.T.).

civile est perçue comme absolument non armée et nonviolente, que dans des cas où elle est combinée ou liée à de la résistance militaire, par exemple aux luttes de guérilla. La violence pratiquée par ou en appui des résistants civils peut contrecarrer gravement la mise en œuvre des mécanismes de changements sur lesquels la résistance nonviolente est basée. L'expérience montre aussi que la répression militaire brutale par l'envahisseur peut (mais pas nécessairement) miner sa propre position — au sein de l'opinion publique mondiale et des parties tierces, par la démoralisation de ses forces armées, la consolidation des peuples occupés et par la résistance de groupes d'opposition dans son propre pays (13).

14. *L'effet préventif dissuasif* de la DNM (DNM en tant que « force de dissuasion ») sera proportionnel à la résistance qui peut être escomptée par un envahisseur potentiel. La remarque fréquente (notamment de la part des cercles militaires) que la DNM ne peut déployer ses effets que lorsque l'occupation est un fait — ignore la fonction dissuasive de la DNM.

15. La DNM comprend des *préparations de temps de paix* : plans d'urgence, information et directives, entraînement de la population, exercices et manœuvres (par exemple dans diverses institutions, dans des entreprises, dans des communautés locales). Certains groupes d'occupation auraient besoin d'un entraînement spécial. Des préparatifs techniques seraient aussi nécessaires. Certains de ces préparatifs seraient semblables aux plans civils d'urgence de l'actuelle défense totale, mais revêtiraient un caractère plus décentralisé.

16. Il y a une corrélation certaine entre la *structure sociale* et la politique de défense. Différents types de défense supposent différentes bases d'organisation de la société. Plus la cohésion est forte et moins nombreux les conflits de classe dans un groupe, plus forte et plus efficace est la résistance. Une société caractérisée par la décentralisation du pouvoir et l'initiative à la base ainsi que par un haut degré d'autonomie sera favorable à la défense civile. Des sociétés de ce type seront beaucoup moins vulnérables dans des situations de crise que des sociétés ayant une « structure pyramidale » très verticale, où le pouvoir et l'initiative sont centralisés et concentrés au sommet. Si le sommet de la pyramide ou les axes centraux de la structure sont déplacés, le reste du système est aisément paralysé. Une structure sociale particulièrement favorable à la DNM coïncide avec les objectifs d'une révolution sociale nonviolente.

17. La DNM peut être considérée comme une *alternative complète* ou comme une partie d'une politique de défense qui inclurait à la fois des moyens militaires et non-militaires. La question de savoir jusqu'à quel point et selon quelles modalités les formes civile et

militaire de résistance peuvent être coordonnées, est quelque peu controversée. La dynamique de la lutte non-militaire est différente de celle de la lutte militaire, et les deux formes de résistance peuvent facilement se contrecarrer. Si la résistance civile est identifiée à la résistance armée ou si elle est perçue comme une partie indirecte d'une stratégie globale militaire, il sera normalement plus facile pour un envahisseur d'entreprendre une répression sévère de la résistance nonviolente. Il semble que les résistances militaire et civile — si elles sont coordonnées — doivent être séparées dans le temps et dans l'espace, de même que dans leur organisation — par exemple, résistance militaire au cours de l'invasion, résistance civile quand l'envahisseur tente de s'assurer le contrôle du système social : ou résistance militaire dans certains districts (zones de faible densité de population), résistance civile dans d'autres régions (villes ou autres zones à forte population).

La question d'une défense mixte est soulevée ici non parce qu'une telle défense devrait être considérée comme plus efficace qu'une défense non-militaire purement civile. La question est soulevée parce qu'il paraît improbable que des nations adoptent une défense purement civile en l'espace d'une nuit. Pendant une période d'une durée significative, des préparatifs de défense civile devront être menés parallèlement à des dispositions militaires de défense, jusqu'à ce que ces derniers puissent être démantelés dès qu'ils ne seront plus ressentis comme nécessaires (14).

## REMARQUES DE CONCLUSION SUR LE TRANSARMEMENT

18. Dans la littérature sur la DNM, on trouve deux perspectives des relations entre le transarmement et la structure sociale. Certains promoteurs de la DNM considèrent le processus du transarmement comme une *réforme sociale* plutôt limitée et bien définie. D'autres voient le processus de transarmement comme présupposant, ou parallèle à une *révolution sociale*. Certains orientent leur action vers les partis politiques et les autres élites politiques comme principaux agents du changement. D'autres mettent l'accent beaucoup plus fortement sur les organisations de base et la classe ouvrière (15).

(14) Pour des discussions de la dynamique de la résistance civile et de la question d'une combinaison des formes militaires et non-militaires de lutte, voir notamment Gene Sharp, *The politics of Nonviolent Action* (note 9) et « The Technics of Nonviolent Action », dans Roberts, *Civilian Resistance as a National Defence*, et Gene Sharp, « National Defence without Armaments », dans Sharp, *Exploring Nonviolent Alternatives* (note 7). Voir aussi Johan Galtung, « The strategy of non-military defense » dans Galtung, *Essays in Peace Research*, vol. II, *Peace, War and Defence*, Copenhague : Christian Ejlers Forlag 1976. La conception selon laquelle la résistance civile devrait rester séparée de la résistance militaire dans l'espace, le temps et pour son organisation est l'une des conclusions de Roberts dans ses études pour le Ministère Suédois de la Défense (note 8).

(15) Voir par exemple Roberts (ed.), *Civilian Resistance as a National Defence* (note 7), Ebert et al, *Demokratische Sicherheitspolitik* (note 7), et Bengt Höglund et al, « Umrüstung auf Soziale Verteidigung, Schwedische Modelle », dans *Gewaltfreie Aktion*, Berlin Ouest, vol. 7, 1<sup>er</sup> trimestre 1971, pp. 54-63. Le débat sur les agents de changement a probablement été à l'avant-plan dans les cercles de recherche sur la paix en RFA.

(13) Voir aussi Gene Sharp, « The Technic of nonviolent Action » (note 11). Une discussion plus approfondie est développée dans Sharp, « *The Politics of Nonviolent Action* » (note 9).

Pour l'auteur de ce texte, le transarmement est considéré comme un processus graduel de réformes transcendant le système (16). La question des agents de changement ne devrait pas être prise comme un *a priori* d'exclusion mutuelle (élites contre base), mais plutôt une relation empirique « avec - et » (organisations de base aussi bien que partis politiques et dirigeants politiques), le pôle dominant étant fonction de la situation.

Le préalable fondamental à tout changement social significatif est la conscientisation plus ou moins massive. Comme nous développons un mouvement d'opinion *contre* la croissance des armements, nous devons également développer un mouvement d'opinion *pour* une défense non-militaire, basée sur la population civile. Comme indiqué plus haut, une étape intermédiaire dans ce processus de transarmement sera probablement une défense mixte qui, dans beaucoup de pays aujourd'hui, peut être potentiellement appuyée par un éventail assez large de groupes radicaux et progressistes.

La stratégie du transarmement devra se concentrer sur les mesures intra-système de désarmement, mais non exclure complètement les stratégies inter-systèmes. L'approche intra-système devrait évidemment être aussi envisagée dans une perspective *transnationale* (17).

Le désarmement, le transarmement et la défense non-militaire devraient donc, en conclusion constituer trois pierres angulaires — ou plutôt trois boîtes chinoises — dans le travail pacifiste et antimilitariste des prochaines années.

## DEFENSE NONVIOLENTE et STRUCTURE SOCIALE

Robert Polet

La « Défense nationale » est un appareil de défense « en réserve » pour les situations exceptionnelles que devrait affronter le pays, la communauté nationale ou l'Alliance à laquelle le pays appartient. Elle est totalement absente des situations quotidiennes dans lesquelles des citoyen(ne)s, individuellement ou en groupes, se défendent.

Les réflexions qui suivent voudraient contribuer à l'élaboration *d'une organisation de défense* qui soit en relation directe avec *les fonctions de défense* exercées par les groupes face aux multiples menaces et agressions dont ils sont victimes.

Une telle défense serait *signifiante* pour les hommes et les femmes, parce qu'en prise directe avec leur vie (aux niveaux économique, politique, culturel, écologique...). Elle pourrait devenir une véritable défense populaire.

### 1. De la distinction : « Défense nationale » - « Défense populaire ».

(l'expression « défense populaire » en français correspond assez bien aux termes « Soziale Verteidigung » = défense sociale en allemand ; « civilian defence » = défense des et par les civils, en anglais, distincte de « civil defence » = protection civile).

Alors que la « défense nationale » veut protéger des *territoires* et des systèmes socio-politiques globaux (la civilisation occidentale, le « monde libre »...), la « défense populaire » (ou sociale) veut défendre des valeurs sociales, des structures sociales considérées non dans leur forme globale mais dans leurs réalités concrètes, effectives, vécues par les citoyen(ne)s.

La « défense nationale » n'intervient que lorsque l'ensemble est « menacé » ; la « défense populaire » est en action permanente parce que les réalités internes des structures sociales sont en permanence menacées, parce que les droits humains et collectifs sont constamment mis en cause ou à conquérir.

(16) Cf André Gortz. Voir aussi Hendrik Bussiek (ed.), *Wege zur veränderten Gesellschaft*, Fischer Taschenbuch Verlag, Frankfurt/Main 1971.

(17) Cf. par exemple George Lakey, *Manifest for nonviolent Revolution* (note 5).

## **LES MONOGRAPHIES DE LA DÉFENSE CIVILE**

Cette collection se propose de rassembler la documentation de base sur la défense civile et populaire nonviolente. La présentation en carnets doit permettre non seulement une utilisation aisée dans les groupes spécifiques (recherche pour la paix, formation à l'action nonviolente, etc) mais aussi une large diffusion dans le public.

Ces études visent à susciter une réflexion plus large et plus objective sur la défense nonviolente. Il va de soi que leur publication ne signifie pas que le Mouvement International de la Réconciliation avalise les options socio-politiques des différents auteurs. Nous encourageons nos lecteurs à élargir et à approfondir par ailleurs leur réflexion.

*Déjà paru dans la même collection :*

1. NORVEGE 40-45 (La résistance nonviolente face à l'occupation nazie) Magne SKODVIN.
2. LA BATAILLE DE LA RUHR (les problèmes économiques de la défense civile). Wolfgang STERNSTEIN.
3. ALLEMAGNE DE L'EST 1953 (Résistance nonviolente dans les régimes communistes), Théodor EBERT.
4. DANEMARK 40-45 (La résistance nonviolente face à l'occupation nazie), Jeremy BENNET.
5. TCHECOSLOVAQUIE 1968, Adam ROBERTS - Anders BOSENUP - Andrew MACK.
6. GUERILLA ET RESISTANCE NONVIOLENTE (Les leçons des mouvements de résistance), Basil LIDDEL HART.
7. LE PUTSCH DE KAPP (1920), LE PUTSCH D'ALGER (1961), la résistance nonviolente face aux coups d'Etats militaires, Curzio MALAPARTE - Anders BOSENUP - Andrew MACK.
8. ORGANISATION ET FONCTION DE DIRECTION EN DEFENSE CIVILE, Theodor EBERT.
9. RECONVERSION (Désarmement et Sécurité de l'Emploi ; Lucas Aerospace : Quido Grünenwald, Mike George).
10. DEFENSE CIVILE NONVIOLENTE ET INTÉRETS STRATEGIQUES Brigadier-Général Edward ATKESON.

**Jon GREPSAD**

**Robert POLET**

**Jean-François LECOCQ**

# **TRANSARMEMENT**

- Désarmement, transarmement et défense non militaire
- Défense non violente et structure sociale
- Les deux axes d'organisation de la défense non violente

***Les Monographies de la Défense Civile***

**XI**

Tirage spécial des « Cahiers de la Réconciliation »

N° 12 - Décembre 1979 - 46<sup>e</sup> année

Bulletin mensuel d'information des groupes de langue française du Mouvement